



CHSCT du 22 janvier 2021 DÉCLARATION LIMINAIRE

Monsieur le Président,

Nous voici réunis pour le 1^{er} CHSCT des DDI, formel et qui, malgré le contexte sanitaire préoccupant, semble annoncer une reprise des chantiers avec une feuille de route dont nous discuterons en 1^{er} point.

Ce 1^{er} RDV formel est l'occasion de faire un bilan succinct de cette année 2020 dont le contexte exceptionnel n'aura épargné aucun domaine d'activités et chamboulé nos quotidiens, nos certitudes et permis à certains de relativiser sans doute. Elle aura été également l'année du changement dans le pilotage des DDI avec des conséquences directes sur des instances de dialogue social sorties du radar à un moment où le retour de la période estivale qui s'est voulue « presque normale » posait beaucoup de questions pour les conditions de travail. Le 1^{er} confinement, total, brutal, a réveillé chez certains une nécessité de solidarité au sein de notre société ; mais ce 2^e confinement, partiel, sélectif et souvent mal compris, devant être indolore pour les services publics, a quant à lui, éveillé des inquiétudes plus profondes, des individualismes exacerbés et des envies de « retours à la normale » qui déchantent.

Et si nous souhaitions positiver, nous dirions que nous avons dépassé ensemble les écueils, tout au moins dans le dialogue social qui s'est tenu sous toutes les formes et avec la mobilisation de tous et de tous les canaux, à tous niveaux, permettant de conserver le lien social, virtuel, présentiel alternatif,... La positive attitude du côté des représentants des personnels serait également de nous conforter en constatant que la principale source d'information pour les agents reste le canal syndical et les relations avec leurs représentants.

Mais l'horizon et le contexte professionnels sont aussi et surtout incertains pour les agents des DDI, semé de bouleversements et de cataclysmes dans des moments où les agents sont encore isolés par le contexte sanitaire. Quels que soient les moyens employés par les services, les managers ou les agents eux-mêmes, les conditions de télétravail total, alternatif ou de présentiel dans des locaux où vous ne retrouvez pas votre contexte de travail « habituel », est impactant pour tous ! Le retour d'expérience, RETEX, attendu par cette instance doit permettre de corriger les écueils et les dysfonctionnements, mais jamais ne seront supprimés ces gestions chaotiques, ces différences de traitement des agents, ces dysfonctionnements profonds ou tout simplement ces considérations « essentielles » ou non des missions.

Contre les avis unanimes des OS représentatives des DDI, la mise en œuvre des SGC au 1^{er} janvier 2021, le calendrier des DDETS au 1^{er} avril 2021 se traduisent par le bouleversement une nouvelle fois des missions des agents de DDI et se poursuivent quoi qu'il en coûte pour répondre aux injonctions politiques et budgétaires.

Nous développerons quelques points au cours des débats, mais nous retrouvons ces tendances de mise à mal et d'incompréhension des agents dans le baromètre social des DDI qui, malgré une faible expression, confirme des tendances et des sentiments d'insatisfaction des agents dans l'exercice de leurs missions – conditions de travail – et dans les évolutions attendues mais incertaines de leur milieu professionnel actuel. Cumulés avec les orientations de l'OTE, aucune DDI n'est épargnée par les chamboulements d'organisation, de rattachement, d'inter-départementalisation et/ou de plate-formisation des missions. Si certaines DDI sembleraient à l'abri de ces restructurations à venir, elles sont néanmoins concernées par des revues de missions qui ne seront pas sans douleur et sans conséquence sur des effectifs déjà exsangues... une nouvelle fois.

Pour parfaire le tout, le recul des droits des agents dans leur accompagnement et leur défense du quotidien, avec la suppression des CAP, l'éparpillement des missions d'assistance sociale, de prévention, d'accompagnement de proximité, les questionnements concernant les comités médicaux, commissions de réforme, tout cela est le quotidien des agents DDI qui peuvent être à la merci de chefs parfois zélés et de services impuissants par manque d'effectifs. Là où les OS jouaient des rôles de prévention, d'information, d'alerte et de partenaires dans les recherches de solutions et défense individuelle, les agents et les services se retrouvent confrontés à des absences de réponses et des incertitudes supplémentaires.

Les représentants Force Ouvrière réaffirment une nouvelle fois leur refus de ces bouleversements qui s'opèrent contre tout bon sens et prise en considération des facteurs humains. L'affichage des étapes de dialogue social pour respecter ces calendriers ne sont ni plus ni moins que des façades permettant aux préfets de cocher leur case DS, mais sans respect de représentativité des structures concernées et avec une absence réelle de débats.

Ces restructurations et remises en cause ne cessent d'alimenter les RPS dont les membres des CHSCT devraient être les garants de leur prévention et qui, localement se retrouvent souvent démunis en l'absence de médecine de prévention, d'assistance sociale et désormais de gestion RH de proximité. Le préfet KUPFER a eu l'attention assez ironique de demander aux préfets de sortir les rames pendant cette période d'adaptation, comprenez « où rien n'est véritablement calé » et où l'accompagnement des agents des SGC est primordial, tout comme celui des DDI, et de tous ces agents qui, quelles que soient les conditions de travail dans lesquelles ils exercent, restent mobilisés attachés à leurs missions et présents auprès des acteurs économiques, des usagers et des territoires.

Il serait temps de faire une pause et de cesser toute démarche méthodique de destruction de nos services déconcentrés interministériels !

Merci pour votre attention.

Les représentants Force Ouvrière

